

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

**NEUVIÈME ANNÉE N°1112 DU 13 OCTOBRE 2014**

1801/2014 : 213<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

**BONNE SEMAINE**

**2014 ANNÉE DES CHÔMEURS ET DE LA FAMILLE GUADELOUPÉENNE**

**SUIVEZ NOUS SUR :**

facebook

twitter

Google+

Email

**LA CRISE  
DU  
SYSTÈME POLITIQUE  
FRANÇAIS ?**

# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 11

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 16

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 18

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 21

Nombre de pages :23

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

## ADMINISTRATION :

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : **José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila;**

**wesleyAminata.**

# **L'ÉDITORIAL** DE JEAN PAUL ELUTHER

## **LES BANQUES CENTRALES N'AIMENT PAS LES CITOYENS MODESTES**

L'expérience inédite de la Réserve fédérale américaine touche à sa fin. Cette banque centrale aux lendemains de l'implosion immobilière des subprimes et suite à la déconfiture retentissante de Lehmann, avait ramené ses taux à zéro avant de se lancer à corps perdu dans les baisses de taux quantitatives est désormais sur le point de normaliser sa politique monétaire. Ce sont donc des milliers de milliards de dollars qui auront été émis par la Fed pour acheter des Bons du Trésor et des titres immobiliers avec comme objectif de relancer le crédit, la dépense, l'investissement, la confiance et l'emploi. Cependant, les actions de la Fed – dont les effets collatéraux furent d'enrichir davantage les riches – auraient pu être bien plus efficace pour l'ensemble des acteurs économiques si elle s'y était pris autrement notamment en donnant directement l'argent aux citoyens de base. Ces trillions de dollars créés par la Réserve fédérale US, qui se sont principalement logés dans le système financier et investis sur les marchés boursiers, n'auraient-ils pas été plus bénéfiques pour l'économie réelle en ayant été destinés directement au contribuable ultime ? Une étude conduite par Mark Blyth, Professeur à la Brown University aux Etats-Unis, a effectivement révélé que l'ensemble de cette création monétaire si elle avait été canalisée vers les citoyens se serait traduite en une somme de 56'000 dollars reçue par chaque famille américaine ! Ainsi, au lieu d'enrichir une finance toujours plus vorace, de contribuer à créer une nouvelle bulle boursière et de propulser à nouveau le marché immobilier qui a été la principale cause de la crise, cette enveloppe aurait pu bénéficier au consommateur de base américain, qui contribue à lui seul à hauteur de 70% du P.I.B. de son pays. Les risques inflationnistes découlant de cette distribution de liquidités pourraient être parfaitement maîtrisés. En effet, la banque centrale a les moyens de fermer le robinet de ces liquidités en cas d'alerte ou de menace sur la stabilité des prix. En outre, les quantités créées par la banque centrale seraient nettement moindres car elles n'auraient pas à passer par le tamis du système bancaire qui en conserve généralement la portion la plus importante, mais seraient destinées à une population qui en tirerait un profit immédiat. Par ailleurs, un effet optimal pour l'économie serait atteint en privilégiant les ménages modestes et la

classe moyenne comme bénéficiaires de ces dons amenés à être entièrement recyclés dans les rouages économiques, au lieu d'en faire bénéficier les plus aisés ayant naturellement tendance à épargner, voire à spéculer en bourse. C'est enfin un peu d'inégalités qui seraient résorbées car ces sommes destinées aux moins aisés ne seraient pas prélevées aux riches dans le cadre d'un processus de redistribution agressif, mais tout bonnement créées par une banque centrale qui, pour une fois, ferait usage de son pouvoir et de ses prérogatives dans l'intérêt du citoyen de base. Ces idées ne sont pas nouvelles: elles ont été énoncées par Keynes et ensuite par Friedman. Elles sont techniquement réalisables, économiquement viables, et moralement souhaitables en temps de récession. Elles n'ont cependant jamais été appliquées car – hier comme aujourd'hui – elles rencontrent l'opposition catégorique, virulente et dédaigneuse de celles et ceux qui – au sommet de la pyramide – balaient d'un revers de main toute tentative de rendre la vie un peu moins pénible à la majorité des citoyens . Les interventions des banques centrales doivent être l'objet d'un grand débat politique .

## **POLITIQUE**

### **GONZALO PRÈS DE LA GUADELOUPE**

Gonzalo approche. La tempête tropicale menace directement lundi 13 octobre Saint-Barthélemy et Saint-Martin, placées en alerte rouge. La tempête, qui a épargné en milieu de matinée la Guadeloupe, se dirige vers le nord des Caraïbes.. La tempête tropicale Gonzalo s'est intensifiée et a gagné de la force aujourd'hui bien tôt le matin et maintenant elle frappe avec des vents soutenus de 95 kilomètres à l'heure et avec des rafales de vent supérieures. Ce phénomène possède une pression minimale centrale de 1000 hectopascals et se déplace vers l'ouest à une vitesse de 17 kilomètres à l'heure (km/h). On estime que dans les prochaines 24 heures Gonzalo se déplacera vers l'ouest-nord-ouest en gagnant en peu plus de force et d'organisation et il pourrait atteindre la catégorie d'ouragan ce soir ou demain. Par ailleurs, le Centre national des ouragans des États-Unis a déclaré que la tempête Fay avec des vents soutenus de 100 km/h et des rafales supérieures avait son centre à 05:00 heure locales proche aux 34,3 degrés de latitude nord et les 55,3 degrés de longitude ouest, à 910 kilomètres environs au nord-est des Bermudes. Fay se déplace

vers l'est à une vitesse de 43 km/h et a une pression minimale centrale estimée de 988 hectopascals. Des experts indiquent qu'il se déplacerait dans cette direction jusqu'au mardi le matin et après, pendant la nuit, il tournerait vers l'est-sur-est. On espère également qu'il s'affaiblisse progressivement.

## **LA CRISE AFFECTE AUSSI LE SYSTÈME DE DÉCISION FRANÇAIS**

Qui gouverne la France ? C'est la question à la mode. Il n'y a déjà plus de président, ou presque plus. Voilà que désormais il n'y a plus de Premier ministre, ou presque plus. Depuis hier, le chef, c'est le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron. Dans une retentissante interview au JDD, il se désigne comme le patron, celui qui est chargé de partir à l'offensive, de relancer l'activité économique d'ici à la fin de l'année, d'intensifier les réformes, de recréer la confiance chez les entrepreneurs et dans les ménages, de créer avant six mois une nouvelle donne en France et en Europe, de libérer l'économie, de moderniser les conditions de travail, de s'attaquer aux professions réglementées, de trancher la question du travail de nuit et celle du travail du dimanche, d'en finir avec les réglementations obsolètes, de revoir l'assurance chômage... Un véritable programme de gouvernement. Que signifie ce nouvel épisode intempestif de la déjà longue histoire ubuesque du mandat de François Hollande, jalonné de bourdes ? Une gaffe délibérée ? Une provocation ? Une manoeuvre ? En tout cas, un désordre de plus. Était-ce le moment ? M. Macron porte à son sommet le désordre qui règne dans l'exercice du pouvoir depuis l'élection de François Hollande.

Par ailleurs, cinq mois après l'accession de Manuel Valls à l'hôtel de Matignon par la grâce de François Hollande, la ligne de démarcation entre les deux hommes est maintenant solidement dessinée. Lors de sa conférence de presse du 18 septembre, le président de la République a baissé le rideau des réformes. "Toutes les mesures nécessaires pour faire baisser le chômage, pour redonner de la confiance aux Français, pour permettre aux entreprises d'investir, pour faire redémarrer l'économie ont été prises. Elles ne tarderont pas à produire les effets, il n'y a donc plus qu'à attendre", a martelé en substance le chef de l'État. Bien entendu, Manuel Valls n'est pas sur la même longueur d'onde. Dans le conflit à Air France, il soutenait la direction, tandis qu'Alain Vidalies, secrétaire d'État

aux Transports et proche de François Hollande, adoptait le parti des syndicats. La sortie d'Emmanuel Macron sur les 35 heures a recueilli son assentiment tout comme la volonté d'une partie du gouvernement d'engager, quoi qu'il arrive, une discussion sur les seuils sociaux. On pourrait ajouter le débat sur les professions réglementées, celui sur la réforme fiscale et, bien entendu, celui sur le niveau et la durée des allocations chômage. À chaque fois, le petit jeu est le même, un audacieux lance un ballon d'essai, le Premier ministre fait savoir que la question mérite d'être posée et l'Élysée tente de clore la séquence. Sauf que, désormais, la discussion et les couacs se poursuivent. Il faut dire que les deux hommes jouent leur survie et leur avenir. François Hollande veut recoller les morceaux avec le PS, voire avec les fameux frondeurs, en tentant de montrer qu'il sera un rempart au social libéralisme. "Le Parti socialiste ne sera pas social libéral", avait averti dès le 31 août Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, posant ainsi les bases de la recomposition de l'automne. Dimanche soir sur BFM TV, Claude Bartolone a implicitement apporté son soutien à François Hollande en assurant que celui-ci se représenterait en 2017. Face à cette coalition des immobilismes, Manuel Valls veut apparaître comme le Schröder, le Blair ou le Renzi français, bref, un chef de gouvernement uniquement tendu vers la réforme, l'adaptation à la mondialisation et la modernisation d'un pays usé par le conservatisme. Mais sous la Ve République, hors période de cohabitation, l'Élysée impose toujours son tempo à Matignon. Jacques Chaban-Delmas sous Georges Pompidou, Jacques Chirac sous Valéry Giscard-d'Estaing, Michel Rocard sous François Mitterrand l'ont compris à leurs dépens.

**Pour les forces politiques qui contestent l'ordre colonial la conjoncture est donc favorable . Mais auront elles la capacité d'utiliser cette cacophonie des décideurs français pour faire avancer leurs revendications ?**

**ÉCONOMIE , SOCIAL , SCIENCES, TECHNOLOGIE**

**LE PRIX NOBEL D' ÉCONOMIE À JEAN TIROLE**

Le Nobel d'économie a été attribué à Jean Tirole qui est le deuxième économiste français à le recevoir . Ses recherches ont toujours porté sur l'économie de l'entreprise et les marchés. Dès le

**6 LA NATION 1112 / LUNDI 13 OCTOBRE 2014**

début de sa carrière Jean Tirole s'intéresse à l'économie industrielle, autrement dit à ce qui se passe dans les entreprises, aux conditions de la concurrence qu'elles se font -ou pas, en cas de monopole- entre elles. Il fonde même à Toulouse, avec son ami Jean-Jacques Laffont, une école dédiée à la recherche et l'enseignement concernant l'ensemble de ces questions de l'économie de l'entreprise la Toulouse School of Economics. Déjà, avant la crise de 2008, les jeunes économistes se tournaient vers la micro-, délaissant les théories globalisantes de la macro économie. La crise, synonyme de faillite des prévisionnistes, a donné le coup de grâce à la macro. Car la prévision des grands indicateurs de l'économie (PIB, emploi, inflation...) repose sur l'utilisation de modèles qui, aujourd'hui, « ne peuvent plus anticiper quoi que ce soit », souligne le directeur d'études économiques de Natixis, Patrick Artus. A la rigueur, ils fonctionnent quand tout est calme, quand les évolutions économiques s'enchaînent logiquement. « Mais depuis l'automne 2008, il y a de telles discontinuités, il y a tant de paramètres, d'incertitudes, que ces modèles sont devenus inopérants », insiste Patrick Artus. Et de diagnostiquer une « vraie crise de la macroéconomie ».

## **LA MULTIPLICATION DES DÉFAILLANCES DES TRÈS PETITES ENTREPRISES**

Mauvaise nouvelle pour la Guadeloupe qui est un pays de très petites entreprises . Mauvaise car ce qui se passe en France a toutes les chances de se reproduire en Guadeloupe . En France ,les très petites entreprises, celles d'un salarié ou deux, sont en train de payer la crise au prix fort. Selon le baromètre de la société Altarès, au troisième trimestre 2014 ce sont les petites structures qui ont le plus souffert : 4.861 entreprises de 1 ou 2 salariés - sans compter les auto-entrepreneurs - ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire, soit une hausse de 30 % par rapport à la même période de l'an passé. Les artisans, notamment dans la construction, la réparation automobile ou encore la restauration sont très touchés. « Pour ce type d'entreprises, vu la volatilité des affaires et la fragilité des sociétés, il suffit d'une météo défavorable pour la restauration par exemple, ou d'arbitrages de la part des consommateurs à certains moments de l'année pour que les comptes tombent dans le rouge ». « Une entreprise de 1 ou 2 salariés doit avoir une activité qui lui permette de faire face aux charges fixes. Sinon, tout coup dur peut très vite se traduire par

une défaillance». « Pour les PME, la situation est moins inconfortable. Celles qui sont touchées doivent faire face à un modèle dépassé et pas seulement à une panne conjoncturelle ». « Nous ne sommes pas dans la configuration d'une économie qui s'effondre, même si l'activité tourne au ralenti. Les entreprises qui sont tombées n'ont pas su se réinventer. C'est le cas des meubles Fly, ou Altia, la maison-mère de Caddy qui avait d'ailleurs déjà fait l'objet d'une procédure judiciaire ». La totalité de ces défaillances met en danger 53.700 emplois, soit un millier de plus que l'an passé. Et si l'on s'intéresse sur le nombre de défaillances au cours des douze derniers mois, il reste proche de ses plus hauts de 2009. La situation reste donc très difficile pour le système productif français dans son ensemble. D'autant que les décisions de liquidation judiciaire directe sans observation préalable ont aussi fortement progressé. Plus de 9.200 sociétés ont été immédiatement liquidées, soit 100 de plus que l'an passé et 400 supplémentaires par rapport à 2009. « Cela témoigne de l'extrême fragilité des entreprises qui se présentent aujourd'hui devant les tribunaux de commerce », . Les inégalités régionales sont fortes dans ce domaine. Le Limousin, la Franche-Comté et la Lorraine sont les trois régions dans lesquelles les défaillances d'entreprises ont le plus augmenté au troisième trimestre. Dans le Limousin, par exemple, elles ont grimpé de plus de 15 % par rapport à la même période de 2013. En revanche, le nombre de défaillances a reculé de 21 % en Alsace et de 14 % en Aquitaine. Les données pour la Guadeloupe ne sont pas parues .

## **L' IMPACT DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ**

L'idée de gains de productivité se traduit dans les faits par des suppressions de postes permises par l'automatisation ou l'informatisation de certaines tâches. Le tissu économique en Guadeloupe ne permet pas non plus de fournir des emplois plus qualifiés, échappant aux mutations liées à la technologie. A court terme les gains de productivité peuvent être l'ennemi de l'emploi. Après tout, l'idée centrale est bien de générer plus de valeur ajoutée pour un même volume de rémunération des facteurs travail (salaire) ou capital (fonds de commerce). Quand on achète une machine qui produit plus ou quand on réorganise une équipe afin qu'elle soit plus efficace, la conséquence peut être négative sur les salariés, notamment les moins qualifiés, car une augmentation du chiffre d'affaire n'est pas forcément systématique. En outre, si cette



rentabilité supplémentaire se fait sans retour sur les salaires ou l'investissement, mais part dans les dividendes ou l'accumulation de cash, alors elle est stérile. Cette problématique rejoint aussi celle des inégalités au sein de la population et les mutations économiques actuelles. D'un côté, l'essor des entreprises numériques et plus généralement du numérique dans les entreprises traduit par une augmentation des besoins en ressource humaine très qualifiée, très bien payée et très productive. Ceci permet à des géants comme Google de comptabiliser de 59,8 milliards de dollars de chiffre d'affaire et 12,9 milliards de dollar de bénéfices et avec 50 000 employés. A titre de comparaison, le groupe Renault fait 40,9 milliards d'euros de chiffre d'affaire pour un bénéfice de 500 millions d'euros (20 fois moins que Google) et avec 122 000 salariés (plus du double de Google). De l'autre côté, l'automatisation, l'informatisation et la robotisation croissante des métiers se traduisent par une pression grandissante sur les emplois peu qualifiés mais aussi désormais les techniciens qualifiés voire les cadres. Ce mouvement risque de s'emballer avec l'arrivée massive de robots et machines que l'on nous promet dans notre quotidien (cf. chaîne automatique de cuisson d'hamburger de Momentum Machines ou encore la construction de maison via imprimante 3D ...). C'est la fin annoncée du petit boulot de fast-food mais aussi de celui de maçons. Quand à la croissance de la puissance des algorithmes, il menace bien des métiers de la finance de marché et même celui d'économistes. Mais, à moyen et long terme, les gains de productivité sont le seul moyen de permettre aux entreprises de conserver à la fois assez de marges de manœuvre pour augmenter les salaires réels (salaires corrigés de l'inflation) et pour investir. Sans gains de productivité, une entreprise qui continuerait à augmenter les salaires réels verrait son taux de marge dégringoler. Certes, il est possible de baisser les charges pour faire remonter artificiellement le taux de marge, comme avec le CICE, mais ça ne change rien à la tendance. Au final, le risque d'un décalage persistant entre productivité et salaires est donc de bloquer l'investissement, ce qui revient à réduire encore plus la capacité à gagner en productivité, mais aussi de former une résistance de plus en plus grande aux hausses de salaires futures. Ce cercle vicieux reflète exactement ce qui se passe au niveau de la France et en Guadeloupe (où la productivité apparente est quasi-stagnante). On a donc une divergence possible entre les conséquences à court et celles à long terme. Dépasser ce blocage passe non pas par un refus de la productivité mais par l'accompagnement des salariés en

termes de formation pour suivre l'évolution du progrès technique mais aussi par une nouvelle taxation des bénéficiaires des entreprises (plus sur les dividendes, moins sur l'investissement). Le crédit d'impôt sur l'investissement en Guadeloupe est de ce point de vue bien plus bien plus positif économiquement que le crédit d'impôt compétitivité. Plus de productivité et d'innovation sont nécessaires pour nous permettre de créer une économie plus forte et plus équitable. Sans eux, la tendance actuelle à l'accumulation des gains de la croissance par les plus favorisés et le déclassement des autres sera lourde et difficile à infléchir. Il ne s'agit pas de bâtir une économie pour happy few. Plutôt qu'une vaine discussion sur le déficit public de 2015, la réflexion devrait se porter sur des questions plus structurelles : comment articuler plus efficacement les politiques de formation (initiale et continue), d'innovation et les prestations sociales jugées aujourd'hui largement perfectibles voire inefficaces ? Comment mobiliser le secteur privé, y compris les TPE, sur la thématique de la productivité ? Comment s'assurer que cela soit au bénéfice du plus grand nombre ? Des questions un peu plus intéressantes que de savoir si le déficit public sera en 2015 à 4,8 % du PIB ou à 4,2 % du PIB.

## **POURQUOI L' EURO BAISSÉ ?**

L'euro est en forte baisse face au dollar depuis plusieurs semaines, on a même l'impression que le mouvement s'est accéléré d'où cette question : où s'arrêtera la baisse de l'euro ? Difficile à dire mais ça n'empêche pas les pronostics de se multiplier. Pourquoi l'euro baisse-t-il autant face au dollar ? En baissant ses taux d'intérêt à quasi rien, la Banque centrale européenne a rendu l'euro moins intéressant. Mais le point clé, c'est tout de même la dégradation de l'économie européenne qui se répercute sur sa devise. Le FMI estime qu'il y a 40% de chances pour que l'Europe tombe en récession. Mais justement la baisse de l'euro pourrait apporter un peu d'air à l'économie européenne. C'est même l'enjeu de cette baisse. Avec un euro plus faible, les biens et services produits sont moins chers. Sur les marchés en dehors de la zone euro, ils sont plus compétitifs, on peut donc espérer vendre plus et donc, relancer la production. Le principal problème de la croissance négative que connaît l'Europe est la demande qui est faible en Europe et que la faiblesse de l'euro est "une véritable bonne nouvelle" pour relancer les exportations et la croissance et enclencher le moteur économique. La baisse de l'euro face au dollar

est donc positive dans un premier temps. Mais attention, au retour de manivelle. Il ne faut pas oublier que la plupart des matières premières sont cotées en dollar. Elles risquent donc de devenir plus chères. Pour le moment, globalement, ce n'est pas le cas, au contraire même puisque le prix du pétrole a baissé encore plus vite que l'euro. Pour la Guadeloupe la baisse de l'euro est une catastrophe car notre pays achète tout à l'extérieur et beaucoup hors de la zone euro.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

## **AFFAIRES MONDIALES**

**SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES**

### **LE BRENT SOUS LES 88 DOLLARS**

Le cours du Brent de mer du Nord est tombé lundi sous les 88 dollars le baril, au plus bas depuis près de quatre ans, dans la foulée des déclarations de pays producteurs du Moyen-Orient disant qu'ils sont à maintenir leur niveau élevé de production pour défendre leur part de marché. L'Arabie saoudite a dit aux opérateurs du marché pétrolier que le royaume pouvait accepter un baril vendu entre 80 et 90 dollars, selon des sources informées par le premier producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Le ministre koweïtien du Pétrole a déclaré dimanche que l'Opep ne réduirait probablement pas sa production pour soutenir les cours. "A la lumière de ces commentaires, nous ne devons pas attendre de réduction de la production avant la réunion du 27 novembre", estime Bjarne Schieldrop, analyste matières premières chez SEB à Oslo. L'Opep devrait évoquer la question de la production lors de sa prochaine réunion et certains analystes avaient tablé sur une baisse de la production avant la fin novembre. Le baril de Brent livraison novembre a touché un plus bas de décembre 2010 à 87,74 dollars lundi matin avant de remonter à 88,38 dollars à 09h30 GMT. Le pétrole brut léger américain se traitait 84,50 dollars. En Chine, la croissance des exportations et des importations a été supérieure aux attentes en septembre. Les importations de pétrole brut du premier consommateur mondial d'énergie ont grimpé de 9,5% ses

importations de pétrole brut par rapport à août. La croissance de la demande réelle devrait toutefois être plus modeste car Pékin augmente souvent ses importations pour étoffer ses réserves quand les prix sont bas. En Europe, les perspectives restent moroses. Standard and Poor's a révisé vendredi de stable à négative sa perspective sur la note souveraine de la France à long terme, maintenue à AA. Selon des analystes graphiques, les cours du pétrole pourraient encore chuter de 10 dollars ou plus. "Si le Brent termine sous les 88,49 dollars, je suis presque certain que la pression à la baisse se poursuivra jusqu'au prochain palier significatif à 82,32 dollars", estime Tamas Varga, analyste chez PVM Oil Associates à Londres. L'Arabie saoudite a fait état d'une production de 9,704 millions de baril par jour (bpj) en septembre, après 9,597 en août. Selon des propos rapportés par l'agence officielle Kuna, le ministre koweïtien du Pétrole, Ali al Omair, a déclaré dimanche que, selon lui, le baril pourrait tomber à 76 à 77 dollars, étant donné que cela correspondait au coût de production aux Etats-Unis et en Russie. La hausse rapide de la production américaine de schiste l'année dernière pourrait définitivement modifier la dynamique, selon Bjarne Schieldrop.

## **AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES**

### **EVO MORALES RÉÉLU EN BOLIVIE**

Le socialiste Evo Morales, au pouvoir depuis 2006, a été triomphalement réélu pour cinq ans dès le premier tour de l'élection présidentielle en Bolivie, selon un sondage sortie des urnes de l'institut Mori diffusé par la chaîne de télévision Unitel. A 54 ans, le premier Amérindien à avoir accédé à la présidence de la nation andine est crédité de 61% des suffrages exprimés dimanche contre 24% pour son rival plus proche, Samuel Doria Medina, le candidat du parti de droite Union nationale. Un rapide décompte effectué par la chaîne ATB confirme sa réélection, avec un score similaire de 60,5% des voix. "Cette victoire est un triomphe pour les anti-impérialistes et les anticolonialistes", a déclaré Evo Morales depuis le balcon de la présidence, sans attendre la publication des résultats par le Tribunal électoral suprême. Cette élection, a-t-il ajouté, était "un débat entre deux modèles: les nationalisations et les privatisations. Les nationalistes l'ont emporté par plus de 60%."

Le succès de l'ancien producteur de coca est sans surprise. Il est désormais en passe d'établir un record de longévité à la tête de la Bolivie, dont l'histoire a longtemps été marquée par l'instabilité politique. Son parti, le Mouvement pour le socialisme (MAS), est également en passe de conserver sa majorité au Congrès, que les six millions d'électeurs boliviens étaient également appelés à renouveler ce dimanche. Les observateurs de l'Organisation des Etats américains (OEA) ont dit n'avoir vu aucun incident lors du scrutin. Un observateur a déclaré, sous le sceau de l'anonymat, que le Tribunal électoral suprême rencontrait un problème de traitement des données électroniques du scrutin qui pourrait retarder l'annonce des résultats officiels. "J'ai voté pour Morales parce que les autres candidats, ceux de droite, nous ramèneraient en arrière", témoigne Flavia Nunez, une employée de bureau de cinquante ans croisée dans le centre de La Paz. Evo Morales, qui peut se targuer d'une croissance moyenne du produit intérieur brut supérieure à 5% par an et d'une nette réduction de la pauvreté, a fait campagne sur la promesse de consolider les réformes socialistes qu'il a mis en oeuvre depuis 2006. Le président de gauche a nationalisé des secteurs clefs de l'économie, dont le pétrole et le gaz, et a réinvesti les bénéfices dans des programmes sociaux, l'éducation et l'amélioration des infrastructures routières du pays. En 2006, plus du tiers des Boliviens vivaient sous le seuil d'extrême pauvreté. La proportion est passée aujourd'hui sous les 20%. Parallèlement, la part des revenus pétroliers et gaziers dans le PIB a explosé de 10 à 35%. Amendée en 2009, la Constitution limite à deux quinquennats consécutifs l'exercice du pouvoir présidentiel. Mais Morales a pu se représenter à la suite d'un arrêt de la Cour suprême qui a jugé l'an dernier que la première partie de son mandat, entre 2006 et 2009, antérieure à la réforme constitutionnelle, ne devait pas être prise en compte. Morales a promis qu'il ne serait pas candidat à l'élection de 2019.

## **MARINA SILVA SOUTIENT AÉCIO NEVES**

L'écologiste brésilienne Marina Silva a apporté dimanche son soutien de poids à l'opposant social-démocrate Aécio Neves, rival de la présidente de gauche Dilma Rousseff pour le second tour de l'élection présidentielle le 26 octobre. "Prenant note des engagements pris par Aécio Neves, je déclare que je vais lui apporter mon vote et mon soutien", a indiqué Marina Silva, qui avait terminé troisième du premier tour dimanche dernier avec 21,3

% des voix, lors d'une conférence de presse à São Paulo. Aécio Neves s'était engagé samedi à Recife, dans une lettre ouverte, à faire sienne une série de mesures à caractère social et écologique défendues par Marina Silva, qui en avait fait une condition à son soutien. "Dans le document signé par Aécio, je vois une série d'engagements historiques. (...) Nous sommes arrivés à un moment où l'alternance fera du bien au Brésil" après 12 ans de gouvernements du Parti des travailleurs (PT), a déclaré Marina Silva. Marina Silva, donnée favorite de cette élection au début de la campagne électorale, a été la grande perdante du premier tour le 5 octobre. Mais son score de 21,3 % l'a en partie positionnée en arbitre du second tour, qui se disputera le 26 octobre. Dilma Rousseff a assez nettement remporté le premier tour, avec 41,59 % des voix, devant Aécio Neves crédité d'un score de 33,55 %. Mais le second tour s'annonce extrêmement disputé. Aécio Neves, soutenu par la droite classique qui veut déloger la gauche du pouvoir, bénéficiera aussi de nombreux reports de voix de déçus de la gauche ayant voté pour Marina Silva. Les deux premiers sondages effectués après le premier tour, divulgués jeudi, ont pour la première fois donné à Aécio Neves une légère avance sur Dilma Rousseff (46 % contre 44 %), comprise dans la marge d'erreur de +/- 2 % de ces enquêtes d'opinion. Alors que Marina Silva ne s'était pas encore prononcée, 64 % à 66 % de ses électeurs avaient indiqué qu'ils voteraient le 26 octobre pour Aécio Neves, 18 % seulement pour Dilma Rousseff, tandis que 18 % voteraient nul ou blanc.

## **AFRIQUE**

### **UN PLAN DE RELANCE POST EBOLA EN PRÉPARATION**

Les pays d'Afrique de l'Ouest touchés travaillent sur un Plan de relance post-Ebola - Les trois pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest travaillent sur un Plan de relance post-Ebola, a déclaré le ministre des Finances de la Sierra Leone, M. Kaifala Marah. S'exprimant samedi lors d'une conférence de presse lors des réunions annuelles 2014 du Fonds monétaire international (Fmi) et de la Banque mondiale à Washington, le ministre a annoncé qu'il avait récemment rencontré les ministres des Finances de la Guinée et du Liberia pour explorer une stratégie post-Ebola. 'Nous avons décidé que nous allons proposer une stratégie globale

que nous allons partager avec nos partenaires, tant au niveau bilatéral que multilatéral', a déclaré Mara avant d'ajouter que les trois ministres avaient décidé de 'recourir à des stratégies au niveau des pays pour être en mesure d'aider nos pays à s'en sortir'. Selon un communiqué du Fmi remis à la PANA, Marah a rappelé que grâce à son solide secteur minier, la Sierra Leone était depuis quelques années l'une des économies les plus dynamiques de l'Afrique. 'Notre taux de croissance pour cette année a été fixé à 11,3 pour cent, notre économie se comporte bien et nos fondamentaux macroéconomiques sont également forts. Nous faisons bien sur les routes, l'énergie, le tourisme, l'agriculture ', a-t-il annoncé. 'Les flux d'investissement étrangers ont été également soutenus comme le pays a attiré de grandes entreprises', a indiqué M. Mara. 'Le gouvernement a même revu la date cible de 2035 pour l'atteinte par la Sierra Leone de statut de pays à revenu intermédiaire, en vue de la rapprocher. 'Puis vint Ebola en mai et tout fut remis en cause. Ebola m'a fait apprécier et commencer à comprendre que la fragilité est un cercle vicieux, parce que si nous avions eu la bonne infrastructure, les bonnes institutions et les ressources humaines adéquates pour être en mesure d'affronter le virus Ebola, nous n'aurions pas souffert comme nous l'avons fait'. M. Marah a révélé que les entreprises minières réduisaient leurs opérations en Sierra Leone et que l'activité manufacturière avait diminué. 'Le cacao et le café, qui représentent 90 pour cent des exportations agricoles, sont également en chute maintenant, parce que les gens ont abandonné leurs fermes, car tout le monde fuit Ebola. Le secteur de la construction va également mal parce que la plupart des entrepreneurs ont abandonné leurs sites. 'Le tourisme a chuté de 50 à 60 pour cent. Les vols aériens sont sur ??le point de stagner et étranglent toute la sous-région. Nous sommes isolés. Que ce soit une meilleure pratique ou une stratégie globale, nous avons besoin de conseils. Mais cela tue vraiment nos économies', a poursuivi M. Mara qui a ajouté que l'isolement constituait un ' embargo économique' sur la sous-région. Le ministre s'est félicité de la réponse internationale à l'épidémie d'Ebola et a déclaré: 'Le monde a réagi. Cela a pris du temps, mais nous sommes ravis que le monde ait reconnu que le virus Ebola n'est pas seulement une affaire sous-régionale: c'est un défi mondial pour l'humanité', a-t-il déploré.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**

**15 LA NATION 1112 / LUNDI 13 OCTOBRE 2014**

# MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX

## ASIE

En Asie, dans le sillage du décrochage de Wall Street vendredi, les Bourses ont reculé à des plus bas de sept mois, et ce malgré une balance commerciale chinoise meilleure que prévu en septembre. Les marchés étaient fermés ce lundi au Japon. Les exportations chinoises ont progressé plus vite qu'attendu en septembre tandis que les importations s'amélioraient de façon inattendue, portant l'excédent commercial à 31 milliards de dollars.

## ÉTATS UNIS

Wall Street a terminé en nette baisse lundi, dans un climat d'incertitude pesant face aux perspectives de croissance de l'économie mondiale. L'indice Dow Jones perd 222,65 points (1,35%) à 16.321,45 points. Sa perte de 4% sur trois séances est la plus forte depuis novembre 2011. Le S&P-500, plus large, cède 31,36 points (1,64%) à 1.874,77 points, terminant en dessous de sa moyenne mobile de 200 jours pour la première fois depuis le 16 novembre 2012. Sa perte de 4,8% sur trois jours est la plus élevée depuis novembre 2011. Le Nasdaq Composite lâche 62,58 points (1,46%) à 4.213,66 points. Il a cédé 5,7% ces trois derniers jours, une série inédite depuis octobre 2011.

## EUROPE

Les principales Bourses européennes ont esquissé lundi un timide rebond, portées notamment par le secteur des ressources naturelles, mais aussi par les compagnies aériennes, en raison de la baisse des cours du pétrole. À Paris, l'indice CAC 40 a gagné 0,12%, soit 4,99 points, à 4.078,70 points. À Francfort, le Dax a avancé de 0,27% et à Londres, le FTSE a pris 0,41%. Les indices européens EuroStoxx 50 et FTSEurofirst 300 ont progressé respectivement de 0,23% et 0,07%. Les marchés européens avaient débuté la séance dans le rouge, dans la foulée de leur correction entamée la semaine dernière sur fond d'inquiétudes persistantes sur l'économie mondiale. Des opérateurs expliquent le



retournement à la hausse par le fait que les investisseurs sont passés à l'achat, considérant que les marchés étaient tombés en territoire technique de "survente".

## CHANGE

L'euro gagnait un peu de terrain face au dollar lundi, dans un marché sans élan et prudent après la trajectoire en dents de scie observée la semaine dernière et toujours ballotté par les incertitudes sur la croissance mondiale. Vers 16H00 GMT, la monnaie unique européenne valait 1,2690 dollar, contre 1,2627 dollar vendredi vers 21H00 GMT. L'euro montait face au yen, à 136,26 yens - après être tombé en cours d'échanges asiatiques à 135,55 yens, au plus bas en près de 11 mois - contre 135,97 yens vendredi soir. Le dollar perdait du terrain face à la devise japonaise, à 107,37 yens - après avoir atteint en cours d'échanges asiatiques 107,06 yens, son niveau le plus faible en trois semaines - contre 107,65 yens vendredi. "Le dollar a connu une semaine mouvementée (la semaine dernière, NDLR): ce qui semblait être l'amorce [d'un affaiblissement notable] s'est avéré n'être qu'un bref retournement de tendance", notait Angus Campbell, analyste chez FxPro. Le dollar avait en effet été mis sous pression par la publication mercredi du compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui a tempéré les espoirs des investisseurs sur une hausse des taux américains. Vers 16H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro, à 78,95 pence pour un euro, et se stabilisait face au dollar, à 1,6074 dollar pour une livre. La devise suisse restait quasi stable face à la monnaie unique européenne, à 1,2080 franc suisse pour un euro, et montait face au dollar, à 0,9518 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a terminé à 6,1263 yuans pour un dollar, contre 6,1310 yuans. L'once d'or a fini à 1.229 dollars au fixing du soir, contre 1.219 dollars vendredi.

## RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION

# **M**ANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

## **LES OBJETS CONNECTÉS VONT CHANGER LES RELATIONS DE LA BANQUE ET DE SES CLIENTS**

Les Google Glass, un gadget ? Ce n'est pas l'avis de la Caisse d'Épargne (groupe BPCE). En mars dernier, la banque avait dévoilé une application des lunettes connectées de Google pour son service de coffre-fort numérique. La voilà qui récidive, avec le lancement, mardi 7 octobre, d'une application provisoirement dénommée "Glassistance." Gratuite, celle-ci est destinée aux assurés automobiles de l'Écureuil. Concrètement, un conducteur victime d'un carambolage - et bien embarrassé pour remplir son constat - pourra contacter un gestionnaire de sinistre au moyen de ses Google Glass. Lesquelles permettront au dit gestionnaire de visualiser le véhicule accidenté et de guider l'assuré dans la rédaction de son constat. Ce qui n'est pas du luxe, "50% des constats étant mal remplis et donnant donc lieu à une mauvaise indemnisation", selon Michel Cabirol, directeur du développement de BPCE Assurances. Une fois le constat rempli, l'assuré n'a plus qu'à le photographier avec ses Google Glass puis à l'envoyer, toujours par l'intermédiaire de ces fameuses lunettes connectées, au gestionnaire. Et le tour est joué, "dans un délai incomparablement plus court" que le coup de fil traditionnel au centre d'assistance, affirme Michel Cabirol. Quelques jours plus tôt, les 3, 4 et 5 octobre, la Société générale avait organisé un hackathon (contraction de "hack" (pirater) et de "marathon"), au cours duquel 200 jeunes entrepreneurs, développeurs informatiques et étudiants se sont affrontés, afin de produire en un week-end des prototypes d'applications bancaires autour des objets connectés. Le projet "Wearable Intelligent Banking", qui sera "incubé" durant deux mois au sein de la direction informatique des réseaux France de la Société générale, permet aux conseillers bancaires d'identifier les clients entrant dans une agence, de consulter instantanément leurs dossiers et de leur proposer immédiatement les offres susceptibles de convenir à leurs besoins du moment, le tout grâce à la technologie Beacon [petits capteurs sans fil ; Ndlr], couplée à celle des Google Glass. "Les clients demandant une relation plus personnalisée et plus pratique, c'est-

à-dire la possibilité de "consommer leur banque" partout et à tout moment, la plupart des banques développent une stratégie assez active, en matière d'objets connectés", explique Cédric Mignon, directeur du développement à la Caisse d'Epargne. "La personnalisation de l'information (des clients) passera par les objets connectés", insiste Denis Mancosu, directeur de la relation multi-canal chez BPCE, évoquant les données bancaires que les clients pourront par exemple choisir de recevoir sur leur montre connectée. "Nous travaillons très activement pour disposer d'une application d'usage bancaire, avec notamment la consultation de comptes, sur l'Apple Watch, dès sa sortie [début 2015 ; Ndlr]", complète Cédric Mignon. "Les montres sont sans doute l'objet connecté qui recèle le plus grand potentiel d'applications bancaires, à court terme", reconnaît Antoine Pichot, directeur du multicanal à la Société générale. D'abord parce qu'il est autrement plus naturel de porter une montre connectée que les curieuses Google Glass, ensuite, et surtout, parce que l'Apple Watch, par exemple, ne coûte « que » 349 dollars, contre 1.700 dollars pour les Google Glass. Lesquelles ne devraient pas être commercialisées en France avant l'an prochain. "Le prix des Google Glass devra être divisé par quatre environ, pour qu'elles soient commercialisées en masse", admet Michel Cabirol, à la Caisse d'Epargne. Antoine Pichot, à la Société générale, estime lui aussi que "l'utilisation, par le grand public, d'applications bancaires sur les Google Glass, n'est pas encore d'actualité." Ce qui n'empêche pas la Société générale, comme la Caisse d'Epargne, de "rester en veille dans le domaine des Google Glass, lesquelles ont apporté de véritables idées dans le cadre du hackathon." Il faut dire que les Google Glass, les Apple Watch, les Oculus Rift (casques de réalité virtuelle) et autres objets connectés devraient représenter un marché de 500 millions d'euros en France, en 2016, soit un triplement par rapport à 2013, d'après le cabinet Xerfi. Alors, comme le dit Antoine Pichot, il n'y aura définitivement plus "le monde des objets connectés d'un côté, et le monde actuel de l'autre."

## **LA GRH CONTRIBUE À LA PERFORMANCE DE L'ENTREPRISE**

Aujourd'hui, l'évolution de la fonction des Ressources Humaines fait ressortir un lien étroit entre la gestion du capital humain et la performance globale de l'entreprise. Les DRH doivent comme les autres fonctions justifier de leur contribution à la performance financière de l'entreprise. Des think-tanks et instituts de recherche

ont identifié des indicateurs de performance qui s'appuient sur l'étude d'un échantillon de sociétés représentatives. A titre d'exemple, le Top Employers Institute (TOI), qui mesure la qualité de la gestion des ressources humaines au sein de groupes internationaux désireux d'être « certifiés » comme employeurs de première classe, a analysé des données statistiques comparant les résultats de groupes « certifiés » aux résultats de groupes non « certifiés » sur une même région donnée. L'étude de ces résultats a permis de dégager, entre autres indicateurs, deux critères clés : le taux moyen d'absentéisme (maternité/absence), et le taux moyen de turnover (départs et arrivées). Le taux d'absentéisme joue un rôle de sonnette d'alarme et permet d'identifier d'éventuels dysfonctionnements révélant un management défaillant (détérioration des conditions de travail et de l'ambiance au sein des équipes). Cette étude fait apparaître les résultats suivants. Pour une entreprise « certifiée », les « bonnes pratiques de GRH » font apparaître un taux moyen d'absentéisme de 3,1% contre 3,7% pour les entreprises non « certifiées ». Rapporté à une entreprise de 1000 salariés dont la rémunération annuelle moyenne est de 36.000 Euros pour 250 jours travaillés, cet écart de 0,6% se traduit concrètement par un impact financier significatif de 234.000 euros soit un gain de productivité de 1500 jours travaillés. Le deuxième indicateur de performance est basé sur le taux moyen de turnover des entreprises. Pour une période donnée et sur le même échantillon de sociétés européennes, TOI constate que le taux de turnover des entreprises non « certifiées » est supérieur de 3.7% à celui des entreprises « certifiées ». Pour minimiser le coût des départs et sachant que le coût induit du recrutement d'un cadre équivaut à un an de salaire, il est donc important de piloter une politique sélective cumulant la promotion interne et l'apport de sang neuf. C'est ici qu'intervient le processus d'évaluation de compétences, clé de voûte de la GRH qui permet de préserver l'équilibre financier mais aussi l'équilibre culturel de l'entreprise. Lors du recrutement et pendant toute la vie du salariés dans l'entreprise, une « bonne gestion » du processus d'évaluation a un impact sur le taux de turnover. Il permet de limiter les contentieux lors des départs de salariés peu engagés et peu performants. En interne, il permet de préparer le plan de succession. Sur les mêmes bases statistiques que précédemment, TOI constate que la moyenne des sociétés européennes intégrant un plan de succession est de 73,6% contre 93.5% pour les sociétés « certifiées ». Stratégiquement, celles-ci ont un coup d'avance ce qui leur permet

d'assurer un backup en cas de départ imprévu. En outre, la stabilité des équipes projette une image rassurante à l'extérieur, augmentant les capacités d'intégration et d'engagement des salariés. Parallèlement, il est essentiel de ne pas occulter la dimension humaine qui permet de favoriser le bien être au travail, gage de performance. La révélation par ces études récentes d'une contribution de la GRH à la rentabilité de l'entreprise, au même titre que les autres directions, devrait séduire les dirigeants désireux de voir leurs sociétés prospérer mais qui, débordés par leur quotidien, omettent parfois de remettre les hommes au cœur de leur stratégie. Les PME/PMI auraient aussi tout intérêt à acquérir ces méthodologies de première classe pour améliorer leur performance, quelle que soit leur taille.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER**

## **T**ABLEAU DE BORD

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2014 à 9,53 euros de l'heure. Avec cette hausse, le salaire minimum passe à 1445,38 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum est différent.

### **INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS**

Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers augmente de 0,69 % sur un an. Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers atteint 124,83. Sur un an, il augmente de 0,69 %.

### **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION**

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

### **INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX**

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100

au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

## **POPULATION**

POPULATION 2011: 404 635 habitants

## **OFFRE**

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )

IMPORTATIONS 2012: **2686**

RESSOURCES TOTALES : 10 719

## **DEMANDE**

CONSOMMATION 2012: 8 467 ( **4895** ménage et **3572** administration )

INVESTISSEMENT 2012 : **1419**

EXPORTATIONS 2012 : **808**

DEMANDE TOTALE : 10 719

## **PRIX**

AOÛT 2014 : 0,8 % % sur un mois ; 0,7 % sur un an.

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C E) en juillet 2014:74290 ( 1,6 % sur un mois et 4,1 % sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI en juillet 2014 : 750 ( - 13,8 % sur trois mois ).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)

**LA NATION POUR VOUS INFORMER**